

Vander Putten : « Le COIB doit rester humble »

Le nouveau directeur général du Comité olympique et interfédéral belge fait le point à la moitié de l'olympiade. Pour briller à Rio, il faudra un petit miracle...

ENTRETIEN

Jusqu'à présent, il était resté relativement discret. Arrivé en septembre 2013 au Comité olympique et interfédéral belge (COIB) pour y remplacer à la fois le secrétaire général Guido De Bondt et le directeur marketing Piet Moons en tant que nouveau CEO de l'institution, Philippe Vander Putten s'était promis de d'abord prendre ses marques. D'observer avant de juger. Aujourd'hui, à un peu moins de deux ans des Jeux de Rio, l'ancien patron (entre autres) de Proximus et de Brussels Airlines sort de sa réserve.

Après plus d'un an en place, le COIB correspond-il à l'image que vous vous en faisiez ?

A peu de choses près, oui. C'est une institution relativement pérenne, qui vit dans un environnement complexe vu le paysage institutionnel de notre pays, ce qui l'oblige à être toujours bien alignée avec toutes les parties prenantes (NDLR : qui s'occupent de sport en Belgique) que sont les communautés ou les fédérations. Cela demande plus d'efforts qu'avant, où tout était centralisé, mais c'est inévitable.

Depuis l'arrivée de Pierre-Olivier Beckers à la présidence, le COIB s'est clairement recentré sur son « core business » qu'est le haut niveau. Le fait-il assez ?

On doit encore oser faire plus de choix, même si c'est dur, faire de plus en plus de listes nominatives de gens qui ont un potentiel. Mais ces choix, nous ne pouvons et nous ne voulons pas les faire seuls. Nous devons les effectuer avec les communautés.

Quels sont vos rapports avec celles-ci depuis les dernières élections législatives ?

Nous avons rencontré René

Collin, le nouveau ministre

des Sports francophone, le mois dernier. Il nous a consacré deux heures en nous confirmant que l'olympisme était important pour lui. Il se définit comme très pragmatique, ce que nous aimons bien. Philippe Muylers et Isabelle Weykmans, ses pendants flamand et germanophone, qui sont restés en place, le sont aussi. La prochaine grande étape avec eux c'est une réunion de la « plateforme olympique », à la mi-décembre, où on va s'assurer que tous les nez pointent dans la même direction.

Votre vision en termes d'exigence et d'excellence est-elle en accord avec les communautés ?

Complètement, pour les communautés flamande et germanophone ; au niveau Fédération Wallonie-Bruxelles, il est encore un peu tôt pour répondre à cette question dans la mesure où il faudra voir avec le nouveau ministre et son cabinet comment ils souhaitent agir. Il y a aussi une différence fondamentale de philosophie. Du côté flamand, le ministre valide une politique et c'est l'administration qui sélectionne les sportifs qui seront soutenus ; du côté francophone, historiquement, c'est plutôt la prérogative du ministre.

On est plus sévère au nord qu'au sud dans l'attribution des contrats de sportifs de haut niveau ?

La direction y est en tout cas plus claire, il y a des choix qui ont été fixés. Mais lors de notre rencontre avec René Collin, on a eu l'occasion de donner notre point de vue et de lui expliquer la manière dont cela fonctionnait du côté flamand.

N'y a-t-il pas perpétuellement un risque de conflit de compétences avec le monde politique ? Ne marchez-vous pas sur des œufs ?

Tout dépend de la définition que l'on veut donner à cette expression. On est dans un contexte clair où le sport de haut niveau est une compétence des

communautés. Mais rien n'est compliqué si on est aligné sur la même vision.

Ce n'est pas parfois dur d'exister ?

On a notre place, mais on doit rester humble et toujours se poser la question de notre valeur ajoutée. Si on débarque en disant « Les anneaux, c'est nous, on sait ce qu'il faut faire », on n'y arrivera pas. On n'a pas toutes les manettes en main. Le forcing, on ne pourra jamais le faire, même si notre budget était doublé. Là où on peut faire la différence, en revanche, c'est dans les trois éléments qui sont notre cœur de mission : la sélection, la préparation idéale et la performance maximale aux Jeux. J'ai la faiblesse de croire que nous sommes un acteur écouté.

Y a-t-il des options bien précises que vous souhaiteriez prendre ?

Le point de départ, c'est la probabilité du succès à long terme. Toutes les études démontrent qu'il faut un effort de 8 à 10 ans pour amener quelqu'un à son niveau de haute performance. Les choix doivent se faire en fonction des structures en place. Mais il faut aussi tenir compte du fait qu'il peut y avoir des « accidents ». Avoir, comme on l'a eu, deux joueuses au sommet du tennis mondial, c'était statistiquement impossible ; là, il faut saisir ces occasions de manière opportuniste et les soutenir. Il faut également oser différencier l'accompagnement. Un exemple ? Nos volleyeurs se sont rendus deux fois sur un mois en Australie récemment ; quand on voit le calibre de ces gars et qu'on les fait voler en classe économique, ils arrivent avec un handicap évident... On est dans le détail, mais au plus haut niveau, ce sont les détails qui font la différence.

Le COIB est-il en bonne santé sur le plan financier ?

La situation budgétaire n'est pas facile, mais je le savais en arrivant. On est engagé dans un cercle vicieux. D'un côté,

les sponsors diminuent pour des raisons diverses et j'ai moins d'argent ; de l'autre, il y a plus de compétitions donc plus de frais. L'argent n'est pas une condition suffisante pour prêter mais il en faut pour qu'il y ait du sport de haut niveau. Moins d'argent, c'est moins de médailles et de places de top 8... donc moins de sponsors parce qu'ils sont avant tout intéressés par les bons résultats et leur médiatisation. Comment faire pour casser ça ? On a décidé d'agir à la fois sur l'augmentation des revenus, la réduction des coûts et le travail de l'organisation.

Vous êtes déficitaire ?

On tourne cette année avec un budget en déficit de plus d'1 million d'euros. Mais on travaille sur une nouvelle dynamique de la « marque » COIB, avec un nouveau nom (Team Belgium) et un nouveau site internet qui sera présenté la semaine prochaine. On essaye de sécuriser une série de partenaires, comme AG Insurance, qui a résigné jusqu'en 2018. Le Fonds Inbev-Baillet Latour nous a octroyé 300.000 euros pendant trois ans sur des projets spécifiquement « teams ». Et à côté de ça, on a développé un programme où une série d'entreprises peuvent nous soutenir avec un niveau financier inférieur que celui de

nos partenaires habituels ; nous en sommes à dix aujourd'hui.

Dans le domaine du sponsoring sportif, le succès des Diables rouges ne phagocyte-t-il pas le marché ?

C'est certain. Les Diables rouges ont fait un boulot remarquable, à la fois dans les résultats et l'engouement qu'ils ont suscités, et l'Union belge dans le marketing. Du coup, il est évident que les sponsors les plus opportunistes sont venus frapper à la porte. Ceci étant dit, je suis quelqu'un qui regarde toujours le verre à moitié plein. D'abord, l'Union belge est un de nos membres et si elle est contente, je le suis aussi ; ensuite, il y a chez elle comme chez nous un principe d'exclusivité sectorielle. Il y a plus d'un grand acteur par secteur sur le marché.

A mi-parcours de l'olympiade, on vient de vivre une année catastrophique sur le plan des résultats avec seulement 4 médailles européennes (Jolien D'Hoore en cyclisme sur piste, le 4 x 200 m libre en natation, Nafi Thiam en athlétisme et Jaouad Achab en taekwondo) et 1 médaille mondiale (Evi Van Acker en voile) dans des disciplines olympiques. N'est-ce pas inquiétant en vue de Rio ?

Si... C'est sûr que les performances enregistrées cette année ne sont pas réjouissantes. Pour Rio, on ne va pas faire de

miracles en un an et demi. Après, il y a le long terme sur lequel on doit continuer à investir en vue de 2020 et au-delà.

Avant les JO de Londres, Pierre-Olivier Beckers s'était pourtant montré très optimiste pour Rio ; il avait parlé de 10 médailles. N'est-on pas toujours en train de préparer les Jeux suivants ?

C'est une question que nous nous posons et elle sera à l'agenda de notre rendez-vous ministériel. Cela dit, dans le « sportinflex » réalisé par les Flamands, qui donne des points aux scores obtenus dans les disciplines olympiques, on constate aussi que la densité augmente avec de meilleurs résultats en termes de places de top 8.

Pourquoi ne parvient-on pas à « transformer » une place d'honneur en médaille ? Y'a-t-il un problème psychologique ?

Le psychologique est important en sport, mais je ne vois pas pourquoi ce serait plus un problème chez les Belges qu'ailleurs. Je pense plutôt qu'il y a une concurrence de plus en plus féroce, notamment en termes de moyens et d'infrastructures. D'olympiade en olympiade, si on fait le même résultat que quatre ans plus tôt, on recule. ■

Propos recueillis par
PHILIPPE VANDE WEYER

Philippe Vander Putten

Agé de 55 ans, ce Bruxellois francophone, né à Anderlecht et résidant à Dilbeek, vient d'entamer sa deuxième année comme directeur général du COIB. Avant de débarquer à l'avenue de Bouchout, il avait travaillé dans de nombreuses entreprises de premier plan, de Procter & Gamble à Brussels Airlines, en passant par L'Oréal, Kraft Jacobs Suchard ou Proximus.